

# Perspectives

AGIR EN TOURAINE CONTRE LES EXCLUSIONS – DEPUIS 1948

ENTRAIDE ET SOLIDARITÉS, 46 avenue Gustave-Eiffel, 37100 TOURS, [infos@entraide-et-solidarites.fr](mailto:infos@entraide-et-solidarites.fr) - N°311-JANVIER 2020



## Contre l'exclusion, insérer par le travail

N° ISSN-L 0981-6778

### NOTRE PROJET ASSOCIATIF

mis à l'épreuve des réalités nouvelles

**P. 12**

### INSERTION DES REFUGIÉS

le programme est en route

**P. 3**

### UNE PREMIERE À CHINON

un mémorable déjeuner de fête

**P. 13**

### BANQUE ALIMENTAIRE

l'occasion aussi de rencontres utiles

**P. 11**

## Solidaires, plus que jamais !

En 2019, notre association a relevé un certain nombre de défis, enregistré de belles réussites, vu de belles actions se mettre en place. Notre activité a été riche, et notre réseau d'adhérents, bénévoles, salariés et partenaires, s'est élargi.

Face aux urgences sociales, écologiques, dans une situation économique et démocratique tendue, il nous faut continuer à développer notre capacité d'agir.

C'est grâce à vous, à l'intérêt que vous portez à nos projets, à votre soutien, à votre fidélité que notre engagement auprès des plus précaires prend tout son sens.

En espérant que cette année 2020 soit propice au renforcement de la solidarité, cette force qui nous unit et qui seule peut réellement changer la marche du monde, au nom du conseil d'administration je vous renouvelle tous mes vœux.

Marie-Paul Legras-Froment,  
Présidente d'Entraide et Solidarités.

## LE PETIT RAPPORTEUR

# « Un monde aliéné qui nous pompe nos vies »

Peut-être avez-vous vu récemment, à la télé, un groupe de quatre ou cinq quinquagénaires qui équipaient une sorte de petit bunker de tout le nécessaire pour survivre...à la fin du monde ? Séquence puérile mais tellement significative de la peur des repus.

**La FIN du monde** : tout le monde en parle aujourd'hui, mais ce n'est pas nouveau. Laurent Fabius l'a déclaré en mai 2014 en sortant de la Maison Blanche : « *Nous avons 500 jours pour éviter un chaos climatique* ». Fabrice Latreille, choisi par Michel Rocard en 2015 pour raconter en photos la vie des peuples de l'Arctique, l'a montrée : « *La terre gelée en profondeur occupe 20% des zones immergées de la planète. En dégelant, elle libère du méthane 26 fois plus corrosif que le Co2. En Sibérie, cela provoque des explosions et des cratères. Dans les villes, des immeubles s'écroulent* ».

En ouvrant la COP 25 à Madrid en décembre, le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, nous a posé la question : « *Voulons-nous vraiment rester dans l'Histoire comme la génération qui a fait l'autruche ?* ».

**La FIN du monde, demain... La FAIM du monde aussi.**

10 Milliards d'êtres humains sur terre en 2050 contre 7,5 aujourd'hui, est-ce réalisable ? Climat, croissance démographique et sécurité alimentaire sont indissociables. Le GIEC, groupe des experts climat de l'ONU, le dit : « *La marge est étroite si on veut à la fois contenir le réchauffement et ses effets dévastateurs sur les terres et nourrir convenablement une population en croissance accélérée* ». Un atoll du Pacifique Sud prépare l'exil

de sa population. Au Malawi, en Afrique de l'Est, les terres sont incultivables du fait de la multiplication des sécheresses et des inondations. Le manque d'eau est devenu chronique dans la région du Huancayo, au Pérou, qui dépend entièrement d'un glacier bientôt disparu. Certains territoires ne peuvent déjà plus s'adapter aux conséquences du réchauffement climatique. Ils sont en survie. 20 millions d'êtres humains souffrent déjà de la faim.

**La FIN du monde demain...la FAIM du monde aujourd'hui.**

A l'approche des 70 ans de la Déclaration des Droits de l'Homme en décembre 2018, des intellectuels écrivaient dans un manifeste : « *On meurt, on laisse mourir, on regarde mourir et on tolère un océan de déchéance imposé à des hommes, à des femmes et des enfants, dans lequel on se retrouve à barboter jusqu'au mitan des villes* ».

La question de l'écologie domine désormais les questions sociales et économiques. Mais, à quoi bon en parler si nous refusons de renoncer à nos privilèges et à nos gaspillages ? Aujourd'hui encore, la France produit cinq tonnes de déchets par an et par habitant. « *Notre monde est devenu un supermarché, un mastodonte qui vit à nos dépens. C'est un monde aliéné qui nous pompe nos vies... La mort du monde semble à portée de main. Une fin du monde causée par l'Homme* » (Xavier De-meersman, journaliste).

Qu'en pensez-vous ?

Libres propos de Jean Paillou

## Insertion des réfugiés : une affaire en marche sur la « Route 37 »

Nous avons déjà évoqué ici ce programme très innovant qui s'inscrit dans le cadre du « PIC » (Plan d'investissement dans les compétences) lancé l'an dernier par le gouvernement\*. Notre association a répondu à ce vaste appel à projets pour ce qui concerne le volet « insertion professionnelle des réfugiés ». L'objectif est en effet de permettre, par le travail, l'intégration en Touraine d'étrangers qui ont obtenu l'asile et la protection de la France, tout en répondant aux besoins des secteurs d'activité qui peinent à recruter.

Conformément au cahier des charges, la direction d'Entraide et Solidarités a constitué autour d'elle un « consortium » de partenaires concernés par le sujet : Chambre de Métiers et de l'Artisanat, CRIA, CREPI Touraine, Atouts et Perspectives (ITEP de Mettray), Mission locale, UFCV, Mobilité Emploi 37, KODIKO, et COALLIA. Ils ont construit ensemble un programme, une plateforme départementale qui a été baptisée « Route 37 ». Le programme, qui prévoit de former 150 réfugiés par an en Indre-et-Loire, a été accepté en août dernier par l'État. Sur trois ans, les actions prévues doivent mobiliser un peu plus de 4 millions d'euros, dont 1,45 M€ de l'État, 0,68 M€ de fonds privés et 0,543 M€ des collectivités territoriales.

Chaque membre du consortium apporte à la plateforme ses compétences particulières, afin que les réfugiés bénéficient de toute une panoplie d'« outils » pour lever les freins à leur insertion : heures d'interprétariat, bilans d'évaluation, renforcement de l'accompagnement dans le logement, soutien psychologique pour ceux qui ont subi des traumatismes, mise à disposition de véhicules et assistance à l'obtention du permis de conduire, chantier formation et chantier insertion maraîchage, extension de notre chantier d'insertion en Restauration, formation aux premiers gestes professionnels, accompagnement vers l'emploi, accompagnement de la Mission locale pour les moins de 25 ans, accompagnement vers l'apprentissage... Et chaque membre du consortium doit maintenant mettre en œuvre la partie du programme sur laquelle il s'est engagé.

Entraide et Solidarités pilote la plateforme qui doit notamment impulser et coordonner les actions. Une équipe de cinq salariés et trois jeunes en service civique a été recrutée pour ce faire, sous la direction

de Marie Sergent. Agée de 31 ans, elle est titulaire d'un double master 2 en Villes et Territoires, option Sociologie, et en Economie et Gestion des Structures sanitaires et sociales. En dernier lieu, elle était responsable du département Projets et Développement de l'UC-IRSA (Union des Caisses- Institut InterRégional pour la Santé). Depuis le 13 janvier, elle est donc responsable de la plateforme Emploi-Réfugiés. Cette petite équipe s'installe ces jours-ci dans les bureaux de l'ancienne trésorerie du Sanitas, 1 rue Christophe-Colomb, loués à Tours-Habitat. Et dès le mois de janvier une première action a démarré : le chantier maraîchage, mis en œuvre par l'association *Atouts et Perspectives* à Mettray.

\*<https://travail-emploi.gouv.fr/grands-dossiers/plan-d-investissement-dans-les-competences/>

« Route 37 » est soutenu par la préfecture, le Conseil départemental, la Région, des communes, l'OFIL, Pôle Emploi, et de nombreux acteurs du monde de l'entreprise ou associatifs (Jeune Chambre économique, GEIQ- BTP, GEIQ-Avenir Handicap, Groupement d'Employeurs de Touraine, MEDEF, ADOMA, AFCM, A lire, des CFA, l'AFPA, l'Ordre de Malte, Touraine insertion, la FAS...).



Les membres du consortium (presque) au complet et en réunion de travail

## Contre les violences faites aux femmes, « les choses avancent »...

Après le « Grenelle » national, une réunion départementale a été convoquée en décembre à la préfecture pour examiner les mesures qui pourraient être appliquées ici contre les violences faites aux femmes. Une avancée serait la prise en compte du sort des enfants, et le développement de la prévention. Pour ce qui concerne les bracelets électroniques d'éloignement, le département sera peut-être pilote. Le nombre de places d'hébergement doit par ailleurs être augmenté, et la DDCS

en a demandé 32 pour l'Indre-et-Loire. E&S serait d'accord pour en déployer, la question étant : en milieu diffus, ou pas ? D'autres mesures retenues concernent la formation des policiers, gendarmes et secrétaires de mairie. Et plus récemment, nous avons enfin appris qu'une subvention du SPIP (Service pénitentiaire d'insertion et de Probation) allait couvrir pour 2019 le financement de notre Service d'Accompagnement Prison-Justice et de l'ATHOBA, qui traite les auteurs de violences conjugales.

## Au moins 220 sans-abri à Tours

La préfecture a recruté fin novembre une soixantaine d'étudiants pour mener sur trois jours une enquête sur les sans-abri à Tours. Ces enquêteurs ne sont intervenus que dans les foyers et autres services d'hébergement d'urgence, dont ceux d'E&S (notre photo, au CHERPA), sans aller au-devant des personnes à la rue. De sorte que l'enquête est forcément incomplète. L'exploitation des 384 questionnaires remplis révèle cependant que 220 personnes sont sans hébergement stable, dont une centaine en grande précarité. Des projets doivent être élaborés en ce début d'année pour tenter d'y remédier. Nous y reviendrons par conséquent.

# Contre l'exclusion, développer l'insertion par le travail

« **L'insertion par l'activité économique (IAE) permet aux personnes les plus éloignées de l'emploi, en raison de difficultés sociales et professionnelles particulières (âge, état de santé, précarité) de bénéficier d'un accompagnement renforcé qui doit faciliter leur insertion professionnelle** » : c'est ainsi que le ministère du Travail résume l'objet de l'IAE. Les personnes les plus fragiles vis à vis de l'emploi, les moins à même de trouver un travail, risquent l'exclusion sociale à plus ou moins long terme. Il s'agit donc de leur éviter l'exclusion économique d'abord, pour atteindre ou préserver l'insertion ou la réinsertion sociale. Et cet « accompagnement renforcé », qu'une entreprise ordinaire peut difficilement proposer, est le champ d'action des structures d'insertion par l'activité économique (SIAE). Elles opèrent, avec bien d'autres acteurs, dans le domaine de l'économie sociale et solidaire, souvent sous le statut d'association. **Entraide et Solidarités est au nombre des 33 SIAE que compte le département, et nous verrons ici que l'heure est au développement de ce Pôle économique de notre association. Quoi d'étonnant ? Il y a quatre ans, alors que nous évoquions le même sujet dans ces colonnes, le titre était : « Contre l'exclusion, qu'a-t-on inventé de mieux que l'insertion par l'activité économique ? ». Aujourd'hui, c'est toujours aussi difficile et imparfait, mais il n'y a encore rien de plus efficace pour laisser moins de monde au bord du chemin.**

*Dossier réalisé par Jean Paillou, Pierre Trinson, Laurence Gordet et Jean-Paul Mercier*

## Plus de 3 000 emplois dans le département

Il y a quatre « familles » différentes de structures d'insertion par l'activité économique. Dotées de statuts juridiques variés, elles s'adressent à des publics distincts qu'elles suivent sur des périodes limitées, le maximum étant de vingt-quatre mois. Elles peuvent avoir des activités très proches, mais le niveau de formation et d'accompagnement socio-professionnel qu'elles dispensent les différencie. En fonction de quoi elles bénéficient, par convention annuelle avec l'État, de régimes d'aide et de fiscalités particulières.

En Indre-et-Loire, on recense **6 entreprises d'insertion** (une septième a jeté l'éponge récemment) productrices de biens et services : Déclic, Envie Touraine, Insertion par Nature, Nouvelle attitude, Sineo 37 et Tri 37. Puis **13 associations intermédiaires**, souvent très localisées, qui mettent leurs salariés à disposition d'autres utilisateurs : Actes Chambray, Agir pour l'Emploi, ASEPT Relais Emploi, ASER, ATS, Entraide cantonale de Montlouis, Entraide lochoise, ETS, ITS, Multiservices, RES, Touraine Entraide, Tours Emploi Services. Il y a aussi **3 entreprises de travail temporaire d'insertion** qui, comme leur nom l'indique, proposent des missions de travail ponctuelles : A2i, Id'ees Interim, et ISER 37. Enfin on compte, et ce sont les plus connues de ces structures d'IAE, **11 ateliers et chantiers d'insertion**, qui embauchent eux-mêmes des salariés

éloignés de l'emploi et leur assurent accompagnement, encadrement technique et formation : Active, Air, Castel Renaudais Insertion, *Entraide et Solidarités* (Tours et Chinon), Les Jardins de Contrat, Luciole Maryse Bastié, Objectif, Orchis, Régie des Quartiers de Joué-lès-Tours, Régie Plus, Restos du Cœur. Toutes exercent leur activité en relation avec Pôle Emploi, et dans l'ensemble 60% environ des salariés en insertion trouvent un travail ou une formation après leur passage dans ces structures.

Ces 33 entités accueillent chaque année environ 2 800 salariés en plus ou moins grande difficulté, leur dispensent 50 000 heures de formation, et emploient elles-mêmes plus de 300 salariés permanents, encadrants techniques et socio-professionnels, conseillers en insertion professionnelle pour l'essentiel. Pour fournir du travail à toutes ces personnes parfois très éloignées de l'emploi, on pourrait penser que ces 33 PME ou TPE (Très petites Entreprises) se livrent une concurrence acharnée. Et ça peut être le cas ponctuellement. Mais au-dessus de tout, elles savent qu'une même mission, un même métier les animent : ramener vers un emploi à hauteur de leurs compétences ceux et celles qui connaissent des difficultés particulières d'accès à la vie professionnelle.

rencontres avec les partenaires de l'emploi, etc. ». Avec les conseillers en insertion professionnelle, un gros travail de mise en relation doit être développé, car « du côté des entreprises comme des collectivités territoriales il y a encore beaucoup de préjugés, et donc trop peu de concrétisations, malgré la clause sociale dans les marchés publics ». La conjoncture est difficile, « les chantiers d'insertion peinent en ce moment, et l'ADEME s'est retirée du circuit du jour au lendemain. Les associations intermédiaires, qui ont peu de subventions publiques et sont en concurrence avec de grands groupes, ont des problèmes de

recrutement... ». Les structures d'IAE doivent donc informer et « sensibiliser » les clients potentiels, avec cette difficulté, surtout pour les plus petites, « d'avoir à assurer le travail derrière... ».

Un « pacte d'ambition » au plan national est annoncé pour février, qui prévoirait 30 mesures et un budget en hausse pour l'IAE, afin de faire passer le nombre de bénéficiaires de 140 000 à 240 000 en deux ans (<https://www.avise.org/actualites/un-pacte-dambition-pour-linsertion-par-lactivite-economique-au-service-dune-societe>). Céline Blin se félicite évidemment de cette perspective de création de postes d'insertion, mais « encore faudra-t-il que les structures aient les moyens d'embaucher des salariés permanents pour les encadrer... »

**Touraine Insertion, 161 rue de Chantepie, 37300 Joué-lès-Tours, tél.02.34.38.20.36 contact@touraine-insertion.org**



## À Entraide-et-Solidarités, un service en pleine évolution

Notre association gère donc des Ateliers et Chantiers d'Insertion qui totalisent 100 postes sur l'agglomération tourangelle et 20 autres à Chinon. Les salariés en insertion ont des contrats de 4 mois minimum, la moyenne se situant entre 12 et 13 mois. Ce qui fait qu'avec les roulements, le Pôle d'activités économiques recrute environ 80 personnes par an, et n'emploie pas 120 salariés mais plutôt, bon an mal an, 250 personnes qui travaillent de 24 à 32 heures par semaine, sur trois ou quatre jours (et payées sur la base du SMIC). Les salariés en insertion sont aux trois-quarts des hommes, aux deux-tiers des demandeurs d'emploi de plus d'un an, et la moitié d'entre eux perçoivent le RSA.

On lira plus loin ce qui concerne l'antenne de Chinon. Basé à Chambray-lès-Tours, le service tourangeau regroupe 25 salariés permanents : un directeur et un adjoint, une secrétaire, dix-neuf encadrants techniques et chefs d'atelier, trois conseillers en insertion professionnelle. Une équipesur le point d'être renforcée.

En 2018, le chiffre d'affaires total a frôlé 1,8 million € (dont 205 000 € pour Chinon), en progression de 16,5% sur l'année précédente, réalisé pour près de la moitié en travaux internes. Pour la première année, un résultat positif est enregistré sur les deux sites, fruit d'un « plan d'optimisation » mis en œuvre en 2018. En attendant les résultats complets, le directeur du Pôle, Sylvain Badonnel, a évoqué pour nous les grandes tendances de l'année 2019, qui devrait se traduire par un maintien du chiffre d'affaires, avec des différences d'un secteur à l'autre. Ainsi la **Restauration**, qui délivre en plus de son activité habituelle des repas aux MNA (mineurs étrangers non accompagnés) a connu de ce fait un pic d'activité en 2018 et au premier semestre 2019. Le nombre de ces jeunes étant passé d'une centaine à moins de vingt par jour, un tassement a été enregistré au second semestre, qui doit se poursuivre en ce début 2020. Mais la mise en

service de la nouvelle cuisine centrale, dans les prochaines semaines, relancera l'activité de ce secteur.

L'activité **Prestations extérieures**, qui a pris la suite du recyclage des palettes (lire plus loin), réalise des transports de mobilier et matériels, collectes de matières, débarras, manutentions, nettoyage de sites, etc. Avec un chiffre d'affaires autour de 160 000 € dès la première année, elle va dépasser son objectif.

Les **Espaces verts** ont un peu pâti de l'absence d'un encadrant au premier semestre mais devraient atteindre leur objectif, avec une marge de progression possible en période hivernale. Le secteur a récemment bénéficié d'investissements importants : un broyeur à végétaux, une mini-pelle, et un tracteur de 50 cv qui peut être conduit par un titulaire du CACES.

La **Maintenance** quotidienne, qui n'intervient qu'en interne, et le **Bâtiment**, qui opère sur le neuf ou les grosses rénovations, sont dorénavant scindés pour résoudre quelques difficultés d'organisation, le tout étant chapeauté par un coordinateur. Plomberie, électricité et cloisons vont étendre la palette des interventions. Enfin, le secteur **Propreté** va réaliser une belle année, dont quelques chantiers extérieurs, et l'achat d'une « auto-laveuse » va améliorer encore ses prestations (lire plus loin). Pour poursuivre son développement, ce secteur recherche d'ailleurs un encadrant technique.

### Équilibrisme

La gestion de chantiers d'insertion est un délicat exercice d'équilibrisme, entre la volonté d'amener ou de ramener vers l'emploi des personnes en difficulté – qui est la raison d'être de l'IAE – et la nécessité d'atteindre un résultat financier positif. C'est ce qui permettra d'investir dans le service. Et dans l'idéal, chaque secteur d'activité doit tendre vers sa propre « rentabilité ». Les chantiers d'insertion y sont évidemment aidés par les financeurs, État et Département, pour ce qui concerne les salaires des

personnes accompagnées. Les fonds publics diminuent le coût de cette « main d'œuvre » en difficulté. Mais l'encadrement – un encadrant technique pour 5 à 6 personnes, soit deux fois plus que dans une entreprise classique, et un CIP pour 25 à 30 salariés – renchérit considérablement les coûts de production. Le but essentiel n'est évidemment pas de gagner de l'argent. Et ce n'est pas sur ce critère que les pouvoirs publics nous évaluent. Leurs financements dépendent en partie

de la qualité de nos résultats en termes de débouchés pour les salariés en insertion. Des résultats qui ne sont jamais mirifiques : 55 à 56% des personnes intègrent un emploi ou une formation à l'issue de leur contrat. Le système présente d'ailleurs un vice : pour faire beaucoup mieux, il suffirait que l'association ne recrute pour ses chantiers que les candidats les moins éloignés de l'emploi ! Ce n'est pas ce qui prévaut à *Entraide et Solidarités*. La règle, et même « le pari, affirme Sylvain Badonnel, consiste à croire que plus les postes proposés en interne seront proches de la réalité des entreprises, plus les chances pour les bénéficiaires seront grandes de pouvoir construire un projet crédible... » C'est aussi la raison pour laquelle l'association ne cesse d'investir pour améliorer l'équipement, la formation, le confort des salariés et leurs conditions de travail. Dans les toutes prochaines semaines d'ailleurs, les installations de Chambray-lès-Tours vont être complètement réhabilitées. De même, l'expression des salariés est un souci constant, dans le travail quotidien et par le moyen de réunions régulières.

### Prolonger le parcours

L'année qui commence ne sera pas seulement marquée par ces travaux sur le site de Chambray. Une mesure est attendue qui doit permettre de parfaire et de prolonger le parcours du salarié en insertion vers l'emploi : au-delà de son CDDI (contrat à durée détermi-



Sylvain Badonnel dans la future cuisine du SIPAE

née d'insertion), le travail de suivi et d'accompagnement se poursuivrait en entreprise, dans l'objectif d'un contrat à durée déterminée. C'est une des pistes d'amélioration et de prolongement de l'expérimentation SEVE (SIAE et Entreprise vers l'emploi), déjà évoquée dans ces colonnes, pour laquelle notre association a été retenue au plan national depuis 2016. On espère évidemment la poursuivre dans ce nouveau cadre.

Enfin, une autre nouveauté de pleine actualité est à mettre en œuvre : dans le cadre du programme « Route 37 » d'insertion profes-

sionnelle des réfugiés (lire page 3), nous avons obtenu 10 postes supplémentaires de salariés en insertion. Ils seront recrutés parmi les étrangers qui ont obtenu l'asile en France et souhaitent s'installer en Touraine, et intégreront le chantier Restauration prochainement installé dans la nouvelle cuisine centrale, au Sanitas. D'autres postes d'insertion seront sans doute proposés à l'Indre-et-Loire cette année. Mais ne demandez pas à Sylvain Badonnel s'il sera candidat : « absorbons déjà la mise en route de la nouvelle cuisine et le PIC-Réfugiés ! Après, on verra... ».

## Drôle de fève dans la galette !

Ce 6 janvier 2020, au moment de tirer les rois, c'est une drôle de fève que notre fournisseur, Lejeau Motoculture, nous a livrée. Cette dernière répond au nom de KUBOTA 1501. C'est un tracteur de 50 CV, d'une certaine polyvalence, permettant de répondre à des demandes de fauches de surfaces importantes avec des pneus gazon évitant les « ornières ». Il peut être équipé de différents matériels : broyeur à végétaux (ronces), tarière (installation de poteaux), lamier (haies). Il est transformable également en mini chargeur sur pneus, par addition d'un godet et d'un brancard. Ces investissements complémentaires pourront être faits en fonction des marchés obtenus dans l'avenir.

C'est donc un engin capable de travailler en espaces verts ou en VRD que le secteur des espaces verts a accueilli en ce début d'année, et qui vient compléter l'achat d'une mini-pelle fin 2018. Signalons au passage que l'acquisition a été rendue possible par le concours financier du FDI (Fonds départemental d'Insertion du Conseil Départemental de Touraine – Direccte Centre UD 37) et de la Fondation d'entreprise Vinci pour la Cité.



## CONTACTS

RESTAURATION : Olivier Hammami, 06 47 87 52 42

PRESTATIONS EXTÉRIEURES : Stéphane Chérioux, 06 88 20 42 71

ESPACES VERTS : Jérôme Barbot, 06 49 21 20 74

MAINTENANCE : Daniel Claire, 06 42 01 42 61

BATIMENT : Hugues Kassa, 06 32 54 74 57

PROPRETÉ : Pierre-Tony Intsaby, 06 01 01 10 15

## À Chinon, l'IAE a toute sa place

L'antenne de Chinon est dirigée depuis quelques mois par Franck Séward, que nous avons rencontré afin qu'il nous parle des chantiers d'insertion dont il a la charge. Trois secteurs d'activité y sont ouverts, pour 20 salariés au total : **peinture-propreté, nature-environnement (espaces verts), et maçonnerie** (plutôt gros œuvre).

Le public reçu dans ces chantiers est principalement originaire du Chinonais, mais aussi des villages voisins, sans oublier quelques migrants (trois actuellement). Outre le chef d'atelier et les encadrants techniques, Virginie, conseillère en insertion, s'occupe des relations avec les entreprises, mais elle consacre la majorité de son temps à l'accompagnement socio-professionnel des salariés.

Les conditions d'accès aux chantiers sont les mêmes qu'à Chambray : toute personne sans emploi qui rencontre d'importantes difficultés professionnelles. Les objectifs sont clairs : se mobiliser sur le travail, retrouver un rythme de travail, s'intégrer à une équipe, définir un projet professionnel, revaloriser l'image de soi et accéder à la formation. Les salariés disposent d'un contrat de travail de 24 heures hebdomadaires sur 4 à 24 mois. Ils sont rémunérés sur la base du SMIC et disposent d'un accompagnement socio-professionnel efficace.

Les travaux et prestations sont effectués pour différents types de clients : organismes publics ou privés, associations, fondations, collectivités, particuliers, travaux internes à l'association. Ce sont les travaux habituels des corps de métier représentés, toutefois il est difficile de

trouver des chantiers en maçonnerie et peinture. Les salariés en environnement sont très sollicités pour l'entretien des espaces naturels sensibles : bords de rivières, perrés, arrachage de plantes envahissantes comme la jussie rampante (plante aquatique qui colonise rivières et plans d'eau). Franck Séward, précise que pour le choix des chantiers il faut faire preuve de diplomatie et ne pas trop se mettre en concurrence avec le milieu professionnel local. A travers la description de cette organisation, apparaît en filigrane la spécificité de Chinon. La configuration des lieux, la taille de cette « micro-entreprise », sont des atouts importants. Les salariés en insertion y sont bien, il y règne une grande convivialité. Ils sont parfaitement intégrés aux activités de l'association et bénéficient des services de l'épicerie solidaire et des autres activités proposées. C'est pour l'équipe, le point fort de l'antenne de Chinon.

Bien entendu les rapports avec la grande sœur de Chambray sont nombreux et fructueux : mutualisation des moyens, échange de matériels et de personnels. L'IAE de Chinon se porte bien et peut s'enorgueillir, comme à Chambray, de plus de 50% de sorties positives vers l'emploi ou la formation.

CONTACTS pour le Chinonais

ESPACES VERTS : Vivien Le Guichard, 06 46 58 11 57

BATIMENT second oeuvre : Sylvie Peyraud, 06 74 00 12 80

MAÇONNERIE : David Teillet, 06 82 69 86 53

## Les « CIP » : l'ambition d'une véritable aide au recrutement

« Conseiller en insertion professionnelle », CIP dans le langage courant : voilà un métier en pleine mutation. Sébastien Lamant, directeur adjoint du Pôle d'activités économiques, est responsable du service de l'Accompagnement et du Recrutement. Il dirige donc depuis bientôt cinq ans le travail des CIP, un travail qu'il va falloir adapter au salarié en insertion comme on fait un costume sur mesures. Souvent, en même temps que le salarié s'installe sur son poste et dans l'équipe, le premier travail d'accompagnement va consister à résoudre, avec les partenaires compétents et les travailleurs sociaux extérieurs, ou d'E&S, des problèmes d'ordre social : questions administratives, d'accès à la santé, au logement (30 à 50 solutions trouvées chaque année), etc. Ces freins étant levés, le salarié rassuré et la confiance établie, le CIP va construire avec lui un projet professionnel, vers un emploi ou une formation. Et l'accompagner tout au long de ce parcours, ce qui ne va pas sans une bonne collaboration avec l'encadrant technique du salarié. « On a le devoir de tout essayer, estime Sébastien Lamant, car les salariés en insertion sont éloignés du marché du travail, pas de l'emploi. Tout le monde est employable... »

Ce credo est le moteur d'un travail de longue haleine : formation au métier – avec une exigence de production – et en parallèle formation « optionnelle » selon les demandes et les besoins du salarié. Celle-ci se déroule à moitié

sur le temps de travail, et à moitié sur un investissement personnel, sans rémunération. Le contenu est variable : français langue étrangère, code de la route, formations techniques courtes comme le CACES (Certificat d'aptitude à la conduite en sécurité), adaptation au poste de travail (montage de meubles, secourisme, 3D), etc.

Autrefois, explique Sébastien, l'accompagnement était surtout social, et on essayait de trouver une solution à la fin du chantier. Mais il ne suffit pas de résoudre les problématiques sociales pour trouver un travail. La fonction des CIP s'est donc transformée petit à petit, et aujourd'hui l'enjeu principal c'est l'emploi. Pour faire suite à l'expérimentation SEVE, il s'agit maintenant « de faire en sorte que chaque salarié en insertion puisse avoir des mises en relation, et des mises en situation dans les entreprises ». Il faut pour cela « aller chercher les contacts avec les entreprises locales », travailler le réseau tissé par l'association avec une soixantaine d'entre elles, et « utiliser leur intelligence collective ». Déjà, à peu près 40% des appels vers ces entreprises donnent lieu à un rendez-vous. Quand le CIP, qui connaît parfaitement « son » salarié en insertion, a décroché une embauche, il faut sécuriser le démarrage du contrat, s'assurer que la formation se poursuit pour coller au besoin de l'entreprise, puis faire en sorte que le contrat soit prolongé.



Sébastien Lamant

Une transformation plus profonde encore du métier est en route. Elle vise, « modestement, à constituer un véritable service de ressources humaines, notamment pour les petites entreprises qui n'en disposent pas. Un service d'appui au recrutement et à l'intégration des nouveaux salariés... ». Le cap est fixé, et l'ambition est posée, pour donner tout son sens à la dénomination « chantier d'insertion ».

## Coups de balais ! Un secteur à part entière...

C'était presque étonnant pour moi de réaliser qu'il existe à *Entraide et Solidarités* un secteur Propreté, c'est-à-dire un service matériel dont on a vite fait d'oublier l'importance. Cet atelier est pourtant l'un des six chantiers d'insertion qui constituent le Pôle d'activités économiques de l'association.

**La propreté** : c'est un domaine qui demande une attention quotidienne et un suivi tout particulier pour le chef d'atelier, Pierre-Tony Intsaby et son équipe.

**Le suivi de l'équipe tout d'abord** : 20 personnes en insertion (45% d'hommes et 55% de femmes) envoyées par Pôle Emploi et embauchées après un entretien avec un conseiller d'insertion professionnelle et un encadrant technique pour des contrats successifs allant jusqu'à maximum de 24 mois. Chaque jour, de 8h à 12h, hébergées ou non par l'association, elles sont réparties dans les différents sites ou à l'extérieur. Il est donc bon de s'assurer qu'elles ont bien pris leur travail

et y appliquent les consignes apprises auprès de l'encadrant technique et des autres salariés en insertion. Occasion de les accompagner plus personnellement en vue de leur futur métier et sur le plan humain.

**La propreté** : il faut prioritairement assurer à ces équipes le matériel nécessaire pour faire un beau travail. La liste en est longue qui va du balai au chiffon, du seau à la brosse... et suppose un contrôle, un en-

tretien et un renouvellement régulier. Qui de nous affirmerait être un spécialiste du lavage des vitres sans y laisser de traces ? Pierre-Tony veille sur l'état du parc et n'est pas peu fier d'avoir réalisé l'achat d'une mono brosse, et dernièrement d'une auto-laveuse.

**La propreté** : on en a besoin partout et ce service de l'*Entraide* cherche à développer le champ de son action par des prestations extérieures. Un chantier a été



réalisé de A à Z lors de la récente création de l'école Simone-Veil aux Deux-Lions, un chantier qui faisait suite à un appel d'offre de la Ville de Tours : 2 600m<sup>2</sup> à remettre en état en six jours, huit heures par jour, encadré par Julie et Pierre-Tony avec cinq salariés de leur équipe, et des

obligations de résultats à la hauteur de professionnels.

Gérer les deux grandes contraintes que sont la production et l'insertion n'est pas une petite responsabilité. « Le but du service Pr opreté d'Entraide et Solidarités

est avant tout de ramener dans l'emploi des gens qui sont restés un temps hors de l'activité professionnelle. Le travail est un moyen de réinsertion, une porte d'entrée » écrivait dans son rapport annuel Sylvain Badonnel, directeur du SIPAE (Service d'Insertion Par l'Activité Economique).

## 38 années d'expérience...

À *Entraide et Solidarités* – Entr'Aide Ouvrière à l'époque -, l'insertion par l'activité économique trouve son origine en 1982, avec la création d'un Centre d'adaptation à la vie active. Implanté sur la zone du Menneton à Tours, il prend de l'expansion en 1985, mais c'est seulement dix ans plus tard, en 1995, que le SIPAE (Service d'insertion par l'activité économique) s'installe à Chambray-lès-Tours, sur la zone industrielle n°1. Entre temps avait été créé, en 1990, le service Formation de l'association, rattaché à celui qu'on appelait aussi le service Emploi. Les deux entités ont été séparées en 2014, et le Centre de Formation a rejoint le siège, à Tours nord, à l'été 2014.

## Des « prestations extérieures » au service des collectivités et des particuliers

**Stéphane Chérioux, chef d'atelier, est le responsable du secteur Prestations Extérieures situé à Chambray-les-Tours. Il est entouré de Sébastien et Brahim, encadrants techniques. Les prestations extérieures recouvrent divers services : fabrication de caissettes (filiale bois), transport de mobilier (l'activité dominante), l'entretien de lieux urbains, le débarras de maisons, la collecte de déchets recyclables.**

**La fabrication de caissettes** à fromage génère par an un chiffre d'affaire de 25 000 euros. En lien avec un ESAT de Tours Nord, elle emploie principalement des personnes venant en CAVA (Contrats d'Adaptation à la Vie active). Il est à préciser toutefois qu'une évolution est entreprise pour adapter au contexte actuel cette activité liée, initialement, aux CHRS (Centre d'hébergement et de réinsertion sociale).

• à la disposition des particuliers adhérents de l'association pour tout déménagement, débarras, évacuation, etc.

Le service **Entretien de lieux urbains** est une activité nouvelle. A la demande des collectivités territoriales ou des bailleurs sociaux, les équipes interviennent pour des « opérations coups de poing » notamment pour

résorber des dépôts sauvages. Tour Habitat a reconnu l'efficacité et la rapidité des équipes d'E&S, à un prix attractif, et fait appel à leurs services tous les lundis matins pour les encombrants, ou monstres, qui partent en déchetterie ou vers une plate-forme d'enfouissement.

Les équipes des services Transports et Entretien sont composées d'une vingtaine de salariés ayant à leur disposition quatre camions et une voiture. Sur les chantiers, les salariés en insertion peuvent se trouver en situation d'autonomie car ils ont été formés à la mise en sécurité, à la protection des lieux et du mobilier, et au port des équipements obligatoires pour leur propre sécurité. Les encadrants techniques, Sébastien et Brahim, gèrent cette activité de production (800 interventions environ par an) et le management des équipes sur les chantiers. Ils interviennent dès le recrutement des salariés pour faciliter leur intégration et les accompagnent jusqu'à la sortie de l'association, en lien étroit avec les conseillers en insertion professionnelle.

Le service **Transport de mobilier** est sollicité par les services internes d'E&S : le SLEX (Service des logements extérieurs), l'HUDA (Hébergement d'urgence des demandeurs d'asile) et les MNA (Mineurs étrangers non accompagnés) pour l'équipement d'appartements avec montage et démontage de mobilier, mais également pour certains déménagements. L'an dernier 30 à 40 interventions de ce type ont été effectuées.

- En externe, et en lien avec les travailleurs sociaux du Département, les associations tuteurs et les
- mandataires indépendants, le service intervient au profit des personnes bénéficiaires du FSL (Fonds de
- Solidarité Logement) pour un montant plafonné à 600 €. Il se charge également du déménagement de
- personnes âgées isolées, par exemple pour l'installation en maison de retraite. Et le service est également

Les contrats de travail sont d'une durée moyenne de 16 à 17 mois avec une période de formation. Une attestation est délivrée aux salariés à la fin de leur contrat qui certifie de leurs compétences (savoir s'orienter, aptitudes aux gestes et postures, manutention, port des EPI, relation directe avec le client) avec pour objectif de leurs donner les moyens d'exercer le métier souhaité. Stéphane Chérioux et son équipe des prestations extérieures souhaitent par ailleurs s'appuyer sur le savoir-faire de leurs collègues du secteur Propreté de l'association, pour développer des prestations ensemble en matière par exemple de nettoyage et de désinfection.



Les particuliers peuvent aussi faire appel à nos services

## Accompagnement de proximité : c'est l'affaire de l'encadrant technique

Sur le chantier d'insertion, les salariés ne sont pas livrés à eux-mêmes : l'équipe est dirigée par un professionnel salarié permanent de l'association, chargé de leur apprendre les gestes et les bonnes pratiques du métier. Mais pas seulement cela, comme en atteste l'un de ces « encadrants techniques », Olivier Besnard, en poste depuis avril 2018 dans le secteur de la Maintenance, puis du Bâtiment. Lui-même n'est doté d'aucun diplôme, mais a exercé dans le Bâtiment pendant de longues années, à son compte puis en intérim. « Je n'avais jamais travaillé dans le social, précise-t-il, et ce fut une découverte d'arriver dans cette entreprise pas comme les autres. Je pourrais même dire une révélation ! Il faut croire que j'avais en moi ce sens du social... ».

Car Olivier s'épanouit à 54 ans dans cette fonction qu'il apprécie beaucoup, même s'il doit parfois se « policer » pour ne pas oublier le but ultime : « on nous demande des comptes en termes de chiffre d'affaires, au point d'en perdre de vue le travail d'accompagnement social si on n'y prend garde ». Faire les prix pour établir les devis, assurer les approvisionnements, la planification puis la réalisation des chantiers, ce n'est pas ce qu'il préfère. On l'aura deviné, son truc c'est d'être avec les gars (ou les filles) sur le terrain. Depuis le recrutement parfois, auquel il peut participer avec le conseiller en insertion professionnelle. Et dès ce stade, « il faut songer à la compatibilité du candidat avec l'ensemble de l'équipe ». Ensuite, il faudra bien sûr lui apporter un niveau de compétences techniques mais aussi, et peut-être surtout, « lui redonner confiance, trouver ce qui va être le déclic pour remettre en valeur les qualités qu'il possède déjà, définir ce qu'on peut lui apporter prioritairement, et trouver son chemin pour relever la tête... » Olivier Besnard évoque cette tâche complexe avec modestie, car « on peut se tromper, ça ne marche pas à tous les coups. Ils ne sont pas là par ha-

sard, mais pas tous pour les mêmes raisons, entre ceux qu'il faut tenir à bout de bras tout le temps et ceux qui sont tout près de l'autonomie, rien n'est noir ou blanc... ». Un travail, précise-t-il, qui ne peut se faire qu'en équipe, en dialogue avec les CIP, au moyen des points d'étape, des réunions d'expression, etc., pour que les salariés bénéficient de tous les outils dont dispose l'association. C'est ainsi que certains peuvent être amenés, dans leur intérêt, à changer de secteur d'activité par exemple.



Olivier Besnard

Dans l'optique de l'insertion du salarié, l'encadrant technique doit aussi « lui apprendre une manière d'être pour s'adapter en entreprise, à travailler avec d'autres même quand on n'a pas d'affinités ». Un principe de tolérance qu'Olivier s'applique à lui-même, en s'efforçant d'éviter une trop grande proximité, car son empathie naturelle pourrait l'amener « à trouver à tous, et toujours, des circonstances atténuantes ». Bref, il se reconnaît lui aussi « en apprentissage permanent d'un métier qui se fait beaucoup au feeling », et pour lequel il applique la technique qui lui convient le mieux : « essayer veill'd'être exemplaire, pratiquer le dialogue à fond, être vrai et leur demander la même chose ».

## Khalifa, salarié en insertion hors norme

Avec son regard malicieux et son aisance dans la relation, on voit tout de suite qu'il n'est pas en situation de fragilité, qu'il ne « débarque » pas sur le chantier d'insertion Espaces verts. Et pour cause : Khalifa a rejoint sa femme à Tours en 2006, dans le cadre du regroupement familial, et il est salarié d'Entraide et Solidarités depuis fin septembre 2015. Un contrat à durée déterminée d'insertion de plus quatre ans, ce n'est pas courant. Mais c'est possible, soit en raison d'un problème de santé, soit pour permettre au salarié d'atteindre sa prise de droit à la retraite. C'est le cas de ce salarié né au Maroc il y a 63 ans, et qui aligne des dizaines d'années d'expériences dans plusieurs vies successives. En effet, dès l'âge de 13 ans, il intervient auprès de son père dans le Bâtiment, comme électricien. Après le Maroc, il a travaillé en Irak et en Libye, puis en

France en intérim, dans la maçonnerie et l'isolation. Il se souvient de beaux chantiers chez Forclum, au lycée Jean-Monet ou encore au pôle santé Vinci. Mais Khalifa s'est lassé « des aléas de l'intérim, et d'attendre le salaire jusqu'au 12 du mois... ». Il est entré à l'association



Khalifa

fin septembre 2015 : « j'ai fait un test d'une quinzaine de jours aux Espaces verts, et on m'a rappelé. Depuis, je suis passé sur toutes les machines et j'ai assuré leur entretien. Je ne viens jamais sans mon paquetage, mes outils dans mon sac... ». C'est dire s'il en a vu passer des salariés en insertion, au point d'occuper aujourd'hui une sorte de poste d'observation qui l'amène à constater par exemple que « les jeunes, il leur faut trois ou quatre mois pour être bons sur le chantier, alors pendant ce temps je peux aider. Il faut pas leur mettre la pression ou crier tout de suite... J'essaye toujours d'aider tout le monde, qu'il travaille bien ou pas ». Il peut même être autonome sur un chantier, assure-t-il, avec quatre ou cinq personnes. Contrairement à ce qu'on pourrait penser, « il y a du travail toute l'année aux

espaces verts, et c'est jamais la même chose ». Mais il y a une autre constante, «la sécurité, c'est l'essentiel ! Et il faut toujours laisser la place propre pour celui qui vient derrière toi». Loin de regretter les métiers du Bâtiment, il aime tout dans le travail de la terre, « même désherber à la main. Par tous les temps, c'est parfois dur, mais la culture, c'est autre chose que l'usine, c'est l'énergie, ça donne la vie ».

Il gardera en mémoire, dit-il, les chantiers de la Gloriette ou encore de l'Île aux vaches. Et une fois retiré dans son appartement, il demandera bien sûr à louer un jardin ouvrier...

L'heure du bilan n'est peut-être pas venue pour Khalifa, qui pourrait prendre sa retraite dans quelques mois mais compte demander à faire une année de plus ! Cependant, il peut déjà témoigner du

fait que le service s'est amélioré depuis quatre ans : « c'est mieux organisé ». Et surtout, il a vu de ses yeux que « l'association ne donne pas seulement du travail et de l'argent, il y en a qui passent le permis, le CACES, qui apprennent à faire un CV, tout ça...Elle donne de la valeur aux hommes ».

## Salarié du chantier Bâtiment, et heureux de l'être

Témesgen a 33 ans et vient d'Erythrée. Un pays « où rien ne marche » pour offrir un avenir aux jeunes. Il en est parti il y a trois ans maintenant, et s'est retrouvé en Italie, puis en Grande-Bretagne « où je n'ai pas été accepté » et enfin en France, évidemment sans papiers, au début. « Je suis allé à Rennes où j'avais des amis, et puis ailleurs encore, je cherchais un organisme de solidarité » dit-il, dans un français encore hésitant. « La solidarité, c'est très important pour moi et pour les gens comme moi » : manifestement, ce mot-là est l'un des premiers qu'il ait retenu de notre langue. Et ce n'est sûrement pas un hasard si, arrivé à Tours en 2017, ce grand gaillard jovial et chaleureux a été dirigé vers *Entraide et Solidarités*. « **C'est Pôle Emploi** à Tours nord qui m'a indiqué l'association et j'ai eu un rendez-vous à Chambray... ».

C'est ainsi que Témesgen est entré sur notre chantier d'insertion Bâtiment le 1<sup>er</sup> avril 2019, avec un contrat de deux ans. Lui qui était coiffeur dans son pays a entrepris une reconversion complète : « je fais de la peinture, du carrelage, des revêtements de sol, j'ai passé le CACES... ». Il vit dans un appartement de Touraine Logement à Joué-lès-Tours, et c'est là aussi qu'il prend des cours de français auprès d'une association. Il compte « quatre ou cinq amis », Ethiopiens notamment. Et le week-end ? « Je fais un peu de sport... ».

Alors que sa femme et son fils de 3 ans et demi sont aux Pays-Bas, sans grand espoir de pouvoir en sortir bientôt, lui-même se dit « très content de (sa) vie ». Il est ravi d'apprendre autant de choses, de l'ambiance sur les chantiers avec « des chefs pas stressants, qui expliquent bien », et de l'entraide avec ses collègues en insertion. On le sent et il le dit, Témesgen ne s'en tiendra pas là : «Après, j'apprendrai sans doute d'autres métiers, ou des formations... ». Car s'il se cherche encore, il est sûr d'une chose : « Je veux fixer ma vie ici et faire beaucoup de choses... ». Avec l'espoir, un jour, de pouvoir faire venir sa mère.



Au chantier «Espaces verts-Environnement», on sait aussi entretenir et réparer le matériel

## PARTENAIRE

# Banque alimentaire : une collecte de rencontres, aussi

Chaque année, la fin novembre voit se dérouler la Campagne des Restos du cœur et la Collecte nationale de la Banque alimentaire. Deux réseaux qui participent conjointement depuis 35 ans au grand mouvement de solidarité qui veut assurer aux pauvres de notre société, durant la période hivernale, l'aide minimale de survie alimentaire.

Le réseau de la Banque alimentaire date de 1984, créé sous l'impulsion de Bernard Dandrel, ancien banquier, et de cinq associations : Secours Catholique, Emmaüs, Armée du Salut, Entraide d'Auteuil et Entraide Protestante. Dans la Collecte nationale de 1986, il recevait 129 tonnes de produits, 123.000 aujourd'hui. L'an passé en Touraine, précise le président Dominique Cochard, « nous avons collecté 1.250 tonnes de denrées alimentaires et distribué près de 2 millions d'équivalents repas à environ 15.000 personnes. L'action a permis d'éviter 750 tonnes de gaspillage ».

La réussite de cette opération exige la mobilisation de milliers de bénévoles : 130.000 aux quatre coins de la France, 1500 en Touraine répartis sur 3 jours à l'entrée de plus de 110 magasins ou drive pour particuliers. Entraide et Solidarités en regroupe une trentaine à l'accueil du Super U de la rue du Général-Renault.

Leur rôle matériel est de distribuer aux clients qui entrent la liste des produits les plus souhaités : conserves de toute nature, huile, café, chocolat... Cela permet aussi d'engager avec certains un dialogue qui ne manque pas d'intérêt : « Non ...pas de ça...c'est fait pour les Arabes » « Vous savez, Monsieur c'est bien triste d'être obligé d'en arriver là, mais si on ne s'aide pas, comment en sortirons-nous ? » « Moi, je suis au RSA. Je sais qu'on m'aide. Ce serait mal de pas en faire autant pour les autres » « Je participe à la Maraude de la Croix- Rouge. Alors je sais ce que c'est...il y a tant de gens qui n'en peuvent plus ». « Ma mère, elle touche 531 € de retraite, vous croyez qu'on peut vivre avec ça ? »

Ainsi va l'échange à l'entrée ou à la sortie. A 9h30 du matin, il y a une majorité de femmes à faire déjà leurs courses. Alors, on court un peu et chacun fait ce qu'il peut selon son sens de la solidarité. Rien que dans ce département, des centaines de rencontres de ce genre se déroulent à l'occasion des collectes de la Banque alimentaire : il n'est pas interdit de penser qu'elles font progresser la cause des plus démunis...

Jean Paillou

**Contact** : Banque Alimentaire de Touraine, tel 02.47.53.55.27, [www.banquealimentairetouraine.com](http://www.banquealimentairetouraine.com)

## LE SAVIEZ-VOUS ?

### LE BUDGET DES MNA

La prise en charge sociale et éducative des MNA, (mineurs étrangers non accompagnés), relève de la compétence départementale au titre de l'aide sociale à l'enfance (ASE). Cette prise en charge peut être confiée à des associations habilitées, c'est le cas d'E&S qui accueille en permanence 60 jeunes. Le service MNA assure le suivi socio-éducatif des jeunes sous la direction de Marie Eva Charasson, qui a pris ses fonctions en octobre au sein du Pôle social et médical dirigé par Sabine Rebeix. Le service fonctionne avec six travailleurs sociaux, une conseillère en insertion professionnelle, une psychologue, un animateur et une secrétaire.

Les jeunes bénéficient d'un accompagnement jusqu'à leur majorité : hébergement,

aides à la subsistance, accompagnement éducatif, suivi médical et psychologique, aides administratives, activités d'animation et d'intégration, aide à la gestion du quotidien, et soutien à la scolarité. L'hébergement se fait en cohabitation dans des appartements T4 et parfois en studio. La mise à niveau est dispensée par notre Centre de formation, et ils sont orientés vers les établissements scolaires classiques (très peu) ou des filières professionnelles, principalement en apprentissage dans les métiers du bâtiment et les métiers de bouche.

Le Conseil départemental verse à l'association un **prix de journée de 60 euros par mineur**. L'association est garante du versement d'indemnités mensuelles octroyées directement aux jeunes, **pour l'habillement**

**(48 €), ou l'alimentation (216 €)**. Ces indemnités varient selon l'âge et la situation du jeune : s'il perçoit déjà des revenus dans le cadre d'un apprentissage, il n'aura pas les mêmes indemnités qu'un jeune sans revenu. De la même façon, le montant de l'argent de poche n'est pas similaire pour un jeune qui a moins ou plus de 17 ans, **(25 € ou 40 € mensuels)**. Le budget des MNA n'est donc pas aussi simple à appréhender qu'il y paraît.

Les allocations versées par les Conseils départementaux varient d'un département à l'autre, elles sont fonction du type de prise en charge (accueil en collectif, en semi-autonomie, en famille d'accueil...). Il est donc très difficile de connaître les différents prix de journée et de faire des comparaisons.

Pierre Trinson

## Notre Projet associatif est remis sur le métier...

Vingt fois sur le métier remettez votre ouvrage... Observant la recommandation de Boileau, le conseil d'administration a décidé l'an dernier d'engager une refonte du Projet associatif d'Entraide et Solidarités. Ce texte de référence (<http://entraide-et-solidarites.fr/wp-content/uploads/2017/11/Projet-associatif-2013.pdf>) n'est pas si ancien : il a été révisé pour la dernière fois il y a six ans seulement. Mais le contexte dans lequel évolue l'association se modifie si rapidement ces dernières années que le besoin est apparu de confronter nos valeurs et nos principes aux réalités actuelles. Le Projet associatif lui-même impose d'ailleurs cette révision périodique puisqu'il stipule : « Le souci constant de s'adapter aux besoins traduit notre volonté de placer l'utilisateur au centre de notre démarche. Les services de l'association sont créés à partir de besoins repérés. L'EAO doit conserver sa vitalité pour déceler l'émergence de nouveaux besoins et les évolutions du contexte social avec une attention prioritaire aux plus démunis. »

Un travail est donc engagé depuis plusieurs semaines, avec la constitution d'un « comité de pilotage » qui réunit toutes les composantes de l'association. Il est aidé sur le plan méthodologique par un représentant de l'URIOPSS spécialiste de ce genre de « chantier ». Le calendrier des travaux comportait le 22 janvier dernier un « séminaire » de réflexion et d'échanges entre administrateurs, comité de pilotage et cadres. Les adhérents seront appelés à intervenir sur le sujet lors de l'assemblée générale ordinaire du 26 mai. Des groupes de travail prépareront la réécriture du Projet associatif, et la nouvelle version sera présentée aux représentants du personnel et soumise en fin d'année à une assemblée générale extraordinaire.

## Le Comité social et économique est en place

Le Comité social et économique (CSE) remplace les représentants élus du personnel dans l'association. Il fusionne l'ensemble des anciennes instances représentatives du personnel, délégués du personnel (DP), comité d'entreprise (CE) et comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT).

La délégation du personnel au CSE a pour mission de présenter à l'employeur les réclamations individuelles ou collectives relatives aux salaires, à l'application du Code du travail et des autres dispositions légales concernant notamment la protection sociale, ainsi que des conventions et accords applicables dans l'association. Elle contribue à promouvoir la santé, la sécurité et les conditions de travail.

Le CSE a également pour mission d'assurer une expression collective des salariés permettant la prise en compte permanente de leurs intérêts dans les décisions relatives à la gestion et à l'évolution économique et financière de l'association et à l'organisation du travail, à la

formation professionnelle et aux techniques de production.

En interne, les élections professionnelles ont donc été organisées le 18 novembre avec un second tour le 2 décembre et une proclamation des résultats le 3 décembre 2019. Les sections syndicales représentatives en interne sont désormais la CGT et la CFE-CGC. L'ensemble des élus ont été convoqués le 16 décembre pour la mise en place de l'instance mais également pour commencer à étudier les différents dossiers en cours. Le président du CSE a ouvert cette première réunion en rappelant à quel point l'association souhaite être dans un dialogue constructif avec les élus du personnel et les organisations syndicales. Le CSE se réunira désormais au moins tous les deux mois, avec un fonctionnement tout à fait similaire à celui de la Délégation unique du Personnel (DUP) qui préexistait.



Lors de la réunion d'installation du Comité social et économique

## Fidèles au rendez-vous du super-loto à Camus



Comme l'année dernière, le foyer Albert-Camus à Tours nord a accueilli près de 75 résidents de diverses structures de l'Entraide. Des personnes résidentes aux foyers Camus, de la Chamberrie et de Dolbeau avaient été particulièrement actives pour la préparation de ce Loto : choix et achats des gros lots et des boissons, installation des tables, confections de gâteaux... Des résidents du Slex (Service des logements extérieurs) et du foyer Cherpa ont également participé à cet événement festif, qui est dorénavant un rendez-vous annuel. Les gros lots : un micro-ondes, un casque wifi pour écouter de la musique, et des trottinettes pour les enfants, ont fait la joie des plus chanceux !

## On a du « chœur », malgré tout !

En partenariat avec Cultures du Cœur, un projet est né de l'initiative de Sandrine Abello, la nouvelle cheffe de chœur de l'Opéra de Tours : faire chanter des femmes ayant vécu des violences et vivant dans la précarité. Une première répétition a eu lieu en septembre à l'Opéra de Tours, avec une trentaine de femmes issues de foyers d'Entraide et Solidarités : Camus, Chamberrie et Dolbeau, ainsi que des représentantes du Secours Catholique, du CHU et CSAPA (Centre de soins, d'accompagnement et de prévention en addictologie). Les cours de chant ont lieu désormais un mardi matin sur deux et s'annoncent prometteurs, d'après les premiers « la la » de l'opérette de Germaine Tillion : le *Verfügbar aux Enfers*. A suivre donc, dans la perspective peut-être d'une représentation générale à l'Opéra de Tours, lors du festival Femmes en Campagnes à la saison prochaine. Mais ceci reste officieux pour le moment : pas de pression, on vient juste de commencer...



## Mémorable déjeuner de fête à Chinon

Le vendredi 13 décembre à l'abbaye de Seuilly n'était pas un vendredi 13 comme les autres ! En effet, l'antenne chinonaise d'Entraide et Solidarités y organisait un déjeuner de fêtes prenant Noël pour prétexte. Depuis début octobre, ce rendez-vous avait fait l'objet d'un vaste projet collaboratif. L'idée avait germé au sein de l'équipe des salariés permanents et de la quinzaine de bénévoles assidus. Le lieu - une magnifique grange d'îmière au sein de l'abbaye de Seuilly - et la date sont retenus, ainsi que l'idée générale : un déjeuner pour tous les salariés, accueillis et bénévoles qui le souhaitent, permettant à chacun de s'impliquer et d'en profiter également le moment venu.

Des groupes de travail ont été créés, de la décoration à la cuisine en passant par l'organisation du covoiturage, la réalisation de l'affiche ou l'aménagement de la salle. Le financement fut mis en place grâce à une salle à tarif plus qu'amical, une aide du fonds associatif de l'Entraide, des budgets très raisonnables d'animation au profit des publics accueillis, un budget annuel dédié à un repas de Noël des salariés, et surtout une maîtrise des dépenses grâce au « fait-maison ». Chaque prestation

sera en effet réalisée en amont par des groupes mixtes de salariés et de bénévoles pour la décoration, l'animation ou le repas, à l'exception du plat chaud fourni par le Chantier Restauration de l'Entraide à Tours. Coopération toujours...

L'affluence fut au rendez-vous puisque 89 places avaient été réservées, avec une mixité des publics tout à fait remarquable entre les bénévoles, dont des administrateurs, des salariés pour certains venus de Tours, des personnes accueillies dans nos différents dispositifs (épicerie, formation et hébergement) et sur nos chantiers d'insertion. Grâce à la venue du Père Noël, aux discussions animées et surtout au jeu de quizz musical, l'ambiance fut chaleureuse, avec des mets de grande qualité servis dans une salle somptueuse. L'implication de tous se prolongea jusqu'à la vaisselle et au ménage dans l'après-midi, et chacun repartit avec un vrai sentiment de grande réussite. Le cocktail *Entraide & Solidarité* avait encore fonctionné !



Franck Sémerard

## Des téléviseurs pour les personnes hébergées

L'antenne de Chinon d'Entraide et Solidarités équipe et entretient les appartements où elle loge les personnes sans toit, mais jusqu'à présent elle n'avait jamais eu les moyens de les doter de téléviseurs. C'est chose faite, à l'initiative d'ailleurs de la direction précédente. Mais c'est le nouveau responsable de l'équipe,



Franck Sépard, qui a eu le plaisir de recevoir et de remercier huit administrateurs du Crédit agricole. Sans la banque en effet, cet investissement de plus de 2 400 € pour dix-sept téléviseurs n'aurait pas été possible. La caisse locale, dont le président Pascal Delahaye était présent, y a contribué pour 300 €, et le fonds « Crédit agricole Solidarité et Développement » pour 1 800 €. Son responsable, Pascal Fonfrède, a expliqué que ce fonds lié à la caisse régionale aide chaque année une trentaine de projets, pour beaucoup en milieu hospitalier. Le complément a été financé par la Direction départementale de la Cohésion sociale. Les administrateurs du Crédit agricole ont pu visiter un logement désormais équipé de la télévision.

Dans son propos de remerciement, Franck Sépard a insisté, d'une part, sur le rôle de l'association auprès des femmes victimes de violences, et d'autre part sur l'importance des chantiers d'insertion – espaces verts, maçonnerie, peinture – pour la lutte contre le chômage.

## Remise de « Visas » à Chinon : six apprenants distingués

Le 16 décembre dernier, l'École des Libres Savoirs de Chinon organisait sa cérémonie de remise de Visas de l'année, au cours de laquelle, pour la première fois, six apprenants du Centre de formation d'Entraide et Solidarités à Chinon ont reçu leur passeport « Libres savoirs » des mains de professionnels locaux de l'emploi et de l'insertion.



## Bientôt un nouveau « pôle social » à Loches et autour

En ce mois de janvier 2020, la suppression des financements des logements temporaires aura permis de faire passer de 8 à 10 le nombre d'appartements en CHRS gérés à Loches par notre association, soit de 15 à 20 places.

Un de nos logements a bénéficié des crédits CHRS non reconductibles. En effet, suite au départ d'un ménage, nous l'avons rééquipé entièrement pour un budget total de 6 000 euros (5 500 euros pour le mobilier, et 500 euros pour la vaisselle et le linge de maison), car nous devons y accueillir une famille bulgare sans aucune ressource.

En mars prochain, le CHRS de Loches rejoindra le nouveau pôle social, qui regroupera l'ensemble des partenaires sociaux du sud lochois (MDS, CIAS dont la Banque alimentaire et la Résidence sociale, CAF, CPAM, MSA, CARSAT, Saint-Vincent de Paul, Secours catholique, ADMR, ASSAD). Ce nouveau pôle est co-financé par le Conseil départemental et la Communauté de communes Loches-Développement.

## LES CHIFFRES DE LA PRÉCARITÉ EN INDRE-ET-LOIRE

	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE
Total des appels au 115	3162	2918	3259
Nombre cumulé des refus au 115	1220 soit 417 personnes distinctes	712 soit 321 personnes distinctes	386 soit 219 personnes distinctes
Ménages en attente d'hébergement d'insertion au dernier jour du mois	77 ménages, soit 123 personnes	68 ménages, soit 102 personnes	51 ménages, soit 81 personnes
Ménages en attente de logement adapté au dernier jour du mois	36 ménages	39 ménages	38 ménages

### 115 : Numéro gratuit de l'urgence sociale : 115

#### Je fais un don à Entraide et Solidarités

- Je soutiens Entraide et Solidarités dans son action. J'envoie un chèque à l'ordre de Entraide et Solidarités (une partie de votre don sera déductible de vos impôts)
- Si vous souhaitez soutenir une action particulière, merci de l'indiquer. Dans tous les cas, un reçu fiscal vous sera envoyé en fin d'année.

#### J'ADHÈRE À ENTRAIDE ET SOLIDARITES

Je (Nom, prénom) : .....

Adresse : .....

CP : ..... Ville : .....

Téléphone : ..... e-mail : .....

J'envoie un chèque de 20 euros (5 euros si je ne suis pas imposable), pour un an, qui comprend l'abonnement à la revue Perspectives (quatre numéros par an). Un reçu fiscal vous sera envoyé.

**Bulletin et chèque à renvoyer à :** Entraide et Solidarités, 46 avenue Gustave-Eiffel, 37100 Tours

#### JE M'ABONNE À LA REVUE PERSPECTIVES

Je souhaite recevoir Perspectives sans adhérer à Entraide et Solidarités

- 10 € - 4 numéros par an • Abonnement de soutien 25 € – **Je joins un chèque de ..... €** à l'ordre de Entraide et Solidarités
- Bulletin d'abonnement à renvoyer à : ENTRAIDE ET SOLIDARITÉS – 46 avenue Gustave-Eiffel - 37100 TOURS.

#### PERSPECTIVES, 4 numéros par an, ISSN-L 0981-6178

Rédaction & administration : 46 avenue Gustave-Eiffel, 37100 TOURS – Tél : 02 47 31 87 00 - Fax : 02 47 61 14 16

Directeur de la publication : Marie-Paul Legras-Froment

Comité de rédaction : Jean-Paul Mercier, Jean Paillou, Pierre Trinson.

Mise en page & en image : Cawet communication – Impression : SIPAP-OUJIN, Poitiers. Gestion des abonnements : Alexandra Cailbeaux.

# La longue marche de Marie

Marie a 29 ans. Elle est née au Bénin, dans une belle famille de six enfants : 2 garçons, 4 filles. C'est en 2013 qu'elle fait la connaissance d'un jeune Parisien qui travaille là-bas, et elle devient maman de jumeaux (garçon et fille) pour la première fois, puis en 2015 elle donne naissance à nouveau à des jumeaux (toujours garçon et fille). Le papa reconnaît officiellement les enfants devant le Consulat de France au Bénin. La famille de Marie n'apprécie pas pour autant cette liaison, et envisage plutôt un mariage selon les coutumes du pays et de la religion Vaudou.

Marie travaille alors dans le cadre d'une ONG qui organise des missions vers Genève. Profitant de l'une d'elles, en fin d'année 2017, et munie alors d'un passeport tout à fait régulier, elle envisage de passer en France avec son fils aîné. Elle réalise son projet le 6 février 2018.

Un premier contact à Paris l'oriente assez rapidement vers Tours où une nouvelle relation l'accueille momentanément. Une petite fille vient alors agrandir la famille au côté du fils aîné déjà présent et de l'une de ses sœurs du Bénin arrivée aussi en France entre temps.

Commence alors pour Marie une longue marche à coups de 115, passant épisodiquement par foyer de nuit, accueil de jour au Secours Catholique, dialogue avec le Pôle Social et Médical. Elle est hébergée depuis le 14 août 2018 dans une résidence de l'association. Elle y bénéficie actuellement d'une chambre suffisamment grande pour y vivre avec ses trois enfants. Les deux plus grands vont à l'école.

Mais pour autant, Marie souffre de sa situation. Son père est décédé au Bénin le 8 février dernier. Elle n'a pas pu s'y déplacer. Les deux autres jumeaux (un garçon et une fille) nés là-bas y vivent encore.

Les démarches ont été entamées à la préfecture d'Indre -et- Loire pour régulariser ses papiers. L'un des pères s'est présenté mais n'a pas été reçu. L'autre a refusé. Et sans les pères, pas de solution.

L'hébergement en urgence de Marie à Entraide et Solidarités se prolonge... jusqu'à quand ?

Jean Paillou.

## NOTES DE LECTURE

# L'abolition de la prison,

par Jacques Lesage de la Haye

Jacques Lesage De La Haye, est issu de la noblesse bretonne et normande. Par rejet du milieu familial et « *confondant anarchisme et gangstérisme* », il commet quelques braquages et autres délits, qui le conduisent en prison pour de longues années. Il y reprend des études, passe le bac, puis une licence ès lettres, mention psychologie, il y prépare aussi une thèse de doctorat. Après onze ans d'incarcération, il continue ses études et devient psychologue en hôpital psychiatrique. Il anime depuis 1989 l'émission « *Ras les murs* » sur Radio libertaire afin de poursuivre la lutte anti carcérale. Il a publié plus de vingt livres, dont *La Machine à fabriquer les délinquants*, et *La Guillotine du sexe*.

Dans ce dernier ouvrage, *L'abolition de la prison*, en s'appuyant sur de nombreux chiffres, l'auteur explique et démontre que la prison ne sert à rien puisque 50% des sortants récidivent. « *Elle a fait son temps et il importe d'inventer de nouvelles formes de réinsertion* ». Après avoir évoqué son passage en milieu carcéral et les difficultés rencontrées à la sortie, il réfléchit ici sur les substituts possibles à la prison, mais il est opiniâtrement guidé par ce qu'il considère comme « la nécessaire abolition de ce pourrissoir ».

Il nous entraîne au Mexique, où il est fasciné par ce qui se passe dans les villages indiens de l'Etat du Guerrero. La justice y est rendue par la collectivité et l'enfermement n'existe pas. Il nous entraîne également dans les pays scandinaves, au Canada et même en France où des expériences existent et connaissent un succès certain : fermes prisons, prisons ouvertes... ne sont, malgré tout, que des alternatives à la prison. Il condamne les systèmes de répression carcérale absurdes et mortifères qui partout sévissent, n'engendrant que souffrance, violence et destruction des individus. « *La prison doit cesser d'exister. En ce début du XXI<sup>e</sup> siècle, elle reste un vestige d'autres temps et d'autres mœurs. Elle demeure avec son cortège de misère et de haine. Espace de non-vie et du non-droit, cet archaïsme barbare reste un lieu de destruction systématique de l'individu. Il faut modifier les esprits, toucher les causes profondes qui font qu'elle demeure, alors que le constat de son échec n'est plus à faire...* ».



Jacques Lesage de la Haye

Il considère que les alternatives à la prison constituent un progrès, « *elles donnent toujours de meilleurs résultats que les quatre murs à temps plein...* ». Ce qu'il veut, c'est la suppression, « *la prison ne pourra être supprimée que si la société se transforme radicalement* ». Il cite Gabi Mouesca (auteur de « *Journal d'un longue peine* »), « *La prison est la peine du pauvre. Que l'on s'attaque aux racines de la pauvreté, aux facteurs d'injustice, aux inégalités, et nous n'aurons plus de prison* ». Il se réfère également à Victor Hugo qui a été le premier à dire qu'ouvrir une école permettait de fermer une prison. Mais alors quelles solutions ? Il faut passer de la punition à la médiation et à la réparation, ce qui exige un véritable changement de mentalité.

L'auteur d'un délit ou d'un crime doit rencontrer les victimes dialoguer avec elles et réparer. Jacques Lesage admet que de nombreuses alternatives existent sur le plan de la loi elle-même : le contrôle judiciaire, le travail d'intérêt général, le sursis, la mise à l'épreuve ou probation, le bracelet électronique, l'exécution de la peine le week-end, la suppression du permis de conduire, de pêche ou de chasse, l'assignation à résidence, le chantier extérieur et la semi-liberté, qui sont des sortes d'aménagement de peine. La médiation pénale a été institutionnalisée par une loi de 1993, « *mais tant que la réparation restera utilisée de façon trop limitée et partielle, la mesure ne pourra faire la preuve de sa réelle utilité éducative, elle ne pourra donc convaincre ni proposer une alternative crédible aux vieilles solutions répressives* » (Maryse Vaillant, auteur de *La réparation, De la délinquance à la découverte de la responsabilité*).

Un ouvrage un peu ardu, très bien documenté, qui devrait plaire à tous ceux qui s'intéressent à la prison. L'auteur est un passionné qui pourrait reprendre à son compte la pensée d'Oscar Wilde : « *Le progrès n'est que l'accomplissement des utopies* ».

Pierre Trinson

\*Éditions LIBERTALIA, 8 €

Lire aussi **Au plus près de détenus**, par la Tourangelle Fabienne Chaix, éditions **La Fabrique des Livres** (Tours), 12 €. L'auteure a passé plusieurs années à visiter dans différentes prisons de France quelque 150 détenus, c'est-à-dire tous types de profils meurtriers.